

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 258/19/AOO

Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	5
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	5

ARTICLE 10 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	5
ARTICLE 11 :	NANTISSEMENT _____	5
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 13 :	DROITS ET TAXES _____	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____ 7

ARTICLE 14 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 15 :	DELAI D'EXECUTION DU MARCHE _____	7
ARTICLE 16 :	RECEPTION DES PRESTATIONS _____	7
ARTICLE 17 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 18 :	DELAI DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 19 :	MODE DE PAIEMENT _____	8
ARTICLE 20 :	GARANTIE PARTICULIERE _____	9
ARTICLE 21 :	BREVETS _____	9
ARTICLE 22 :	NORMES _____	9
ARTICLE 23 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	9
ARTICLE 24 :	PENALITES POUR RETARD _____	9
ARTICLE 25 :	CONTROLE ET VERIFICATION _____	10
ARTICLE 26 :	CONSISTANCE DU MARCHE _____	10
ARTICLE 27 :	LIEUX DES LIVRAISONS _____	11
ARTICLE 28 :	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES _____	11
ARTICLE 29 :	DOCUMENTATION ADMINSTRATIVE ET TECHNIQUE _____	23
ARTICLE 30 :	HOMOLOGATION ET IMMATRICULATION DES REMORQUES : _____	23
ARTICLE 31 :	CONFECTION DES PLAQUES D'IMMATRICULATION _____	23
ARTICLE 32 :	FORMATION _____	24
ARTICLE 33 :	DEFINITION DES PRIX _____	24

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 258/19/AOO

Le **lundi 09 décembre 2019** à **10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique www.onda.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **126 000,00 DHS.**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **8 400 000,00 DHS.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **lundi 09 décembre 2019** à **9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis.**

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 258/19/AOO

**Acquisition des unités mobiles des soins
d'urgence**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE.**

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité

compétente (Les documents en arabe ne nécessite pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;

- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A);
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A);
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les enveloppes visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques et financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur);
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues à l'article 12 du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit déposé, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit envoyé, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit transmis, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de**

réception ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres
Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence.
Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique
<p>C1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement,</p> <ul style="list-style-type: none"> • La date, • Le lieu, • La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation. <p>C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à l'objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La nature des prestations ; • Leur montant ; • Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ; • L'année de réalisation (Durant les cinq dernières années).
Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif
Aucun dossier additif n'est exigé.
Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique
<ul style="list-style-type: none"> • Fiches techniques des équipements et matériels proposés ; • Plans illustrant la conception et l'aménagement de la remorque ; • DVD-ROM contenant la version numérisée de l'offre technique.
Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché
Le seul critère d'attribution, après admission, est l' offre moins-disante .

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **258/19/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 258/19/AOO relatif à « Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence » (Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**Acte d'engagement**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **258/19/AOO** du **lundi 09 décembre 2019**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent**a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A Y COMPRIS DROITS DE DOUANES: (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 258/19/AOO

Objet : Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaire Hors TVA EN CHIFFRES (*)	Prix Total Hors TVA EN CHIFFRES
1	Unité mobile des soins d'urgence sur remorque	Unité	7		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 258/19/AOO

**Acquisition des unités mobiles des soins
d'urgence**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES 4

ARTICLE 01 :	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 :	MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 :	CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 :	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 :	RESILIATION	5
ARTICLE 07 :	DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS	5
ARTICLE 09 :	CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 10 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 11 :	NANTISSEMENT	5
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 :	DROITS ET TAXES	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES 7

ARTICLE 14 :	MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 15 :	DELAÏ D'EXECUTION DU MARCHE	7
ARTICLE 16 :	RECEPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 17 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 18 :	DELAÏ DE GARANTIE	8
ARTICLE 19 :	MODE DE PAIEMENT	8
ARTICLE 20 :	GARANTIE PARTICULIERE	9
ARTICLE 21 :	BREVETS	9
ARTICLE 22 :	NORMES	9
ARTICLE 23 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 24 :	PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 25 :	CONTROLE ET VERIFICATION	10
ARTICLE 26 :	CONSISTANCE DU MARCHE	10
ARTICLE 27 :	LIEUX DES LIVRAISONS	11
ARTICLE 28 :	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	11
ARTICLE 29 :	DOCUMENTATION ADMINSTRATIVE ET TECHNIQUE	23
ARTICLE 30 :	HOMOLOGATION ET IMMATRICULATION DES REMORQUES :	23
ARTICLE 31 :	CONFECTION DES PLAQUES D'IMMATRICULATION	23
ARTICLE 32 :	FORMATION	24
ARTICLE 33 :	DEFINITION DES PRIX	24

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Le CCAG-T ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

A la demande du prestataire et à sa place, l'ONDA **peut payer**, le cas échéant, **directement et seulement** les impôts et taxes à l'importation y compris droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur.

Les **prestations de service** réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. **Une copie de l'attestation du versement** de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine. »

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est le **Pôle Exploitation Aéroportuaire**.

ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du présent marché est fixé à **240 Jours**, à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Les prestations objet du présent marché seront livrées, par le prestataire, au niveau de chaque aéroport (voir article « LIEUX DES LIVRAISONS » du C.P.S). Le prestataire assurera en totalité la livraison de la fourniture conformément aux items sous cités.

ARTICLE 16 : RECEPTION DES PRESTATIONS

1 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire des fournitures sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T. et se fera en deux étapes :

a) Réception en usine

Sur demande écrite, le titulaire du marché notifie au maître d'ouvrage l'achèvement des travaux d'aménagement des unités mobile de soins d'urgence et lui demande de procéder à la réception en usine des fournitures.

Trois (03) représentants de l'ONDA assisteront aux essais et vérifications de conformité des fournitures objet du présent appel d'offres conformément aux dispositions du CPS.

Cette réception en usine fera l'objet d'un Procès-Verbal de réception en usine signé par les représentants de l'ONDA et les représentants du titulaire du marché.

Si les fournitures réceptionnées en usine sont jugées conformes par les représentants du maître d'ouvrage. L'ONDA autorisera le titulaire du marché à réaliser la livraison des fournitures conformément à l'article « LIEUX DES LIVRAISONS » du présent CPS et les prestations de formation objet de l'article « FORMATION ».

Durant la réception en usine les représentants de l'ONDA seront pris en charge par le titulaire du marché. La prise en charge des représentants de l'ONDA par l'entrepreneur inclura l'hébergement, la restauration et le transport depuis le siège du Pôle Exploitation Aéroportuaire au site de l'usine et retour.

b) Réception sur site :

Après l'achèvement de la réception en usine. Le titulaire du marché procédera à la livraison des remorques et fournitures prévues dans le cadre du présent marché conformément à l'article « LIEUX DES LIVRAISONS » du présent CPS.

Une commission composée des représentants du maître d'ouvrage et des aéroports bénéficiaires procédera à un inventaire physique des fournitures livrées, des essais de fonctionnalités et contrôle supplémentaires pour s'assurer de la conformité des prestations et que les remorques n'ont pas subi des dommages lors du transport.

Un procès-verbal sera établi et remis au prestataire si les livraisons sont jugées conformes et n'ont pas présenté de défaut ou de malfaçon. Le fournisseur est tenu de procéder à ses frais à tous les travaux nécessaires pour remédier aux essais non concluants et ce, dans les limites du délai d'exécution contractuel.

Après l'achèvement des réceptions sur site, le prestataire peut être autorisé à réaliser les prestations de formation prévu dans l'article « FORMATION » du présent CPS.

La réception provisoire sera prononcée après l'achèvement des livraisons, la formation et les essais nécessaires des véhicules et équipements fournis.

2 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive des fournitures sera prononcée **Douze (12) mois** après la date du procès-verbal de la réception provisoire conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G. T.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Durant la période de garantie, le fournisseur est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T

ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT

L'**Office National Des Aéroports** se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de l'entrepreneur, indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements seront effectués par virement bancaire ou par une lettre de crédit irrévocable et confirmée par la banque du fournisseur.

Si le prestataire opte pour le paiement par lettre de crédit, tous les frais et accessoires relatifs à l'ouverture de la lettre de crédit sont à la charge du fournisseur.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 20 : GARANTIE PARTICULIERE

Le prestataire garantira que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a disposé autrement. Le fournisseur garantira en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériel sont requis par les spécifications de l'O.N.D.A.) ou à tout acte ou omission du prestataire, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

Le Maître d'ouvrage notifiera au Fournisseur par écrit toute réclamation faisant jouer cette garantie.

A la réception d'une telle notification, le prestataire remplacera les fournitures non conformes, sans frais pour l'ONDA, dans un délai de trente (30) jours.

Si le prestataire, après notification, manque à se conformer à la notification du maître d'ouvrage, ce dernier applique les mesures coercitives nécessaires, aux risques et frais du Fournisseur et sans préjudice de tout autre recours de l'Acquéreur contre le Fournisseur en application des clauses du marché.

ARTICLE 21 : BREVETS

Le prestataire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 22 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché.

ARTICLE 23 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, par jour de retard, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, **une pénalité de un pour mille (1 ‰) du montant initial** du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

1-En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation

dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT.

2-En cas de retard dans la remise des documents ou rapports : Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 25 : CONTROLE ET VERIFICATION

Le Maître d'ouvrage aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les fournitures pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'ONDA notifiera par écrit au fournisseur l'identité de ses représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des fournitures contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le fournisseur devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA.

Le droit du maître d'ouvrage de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les fournitures ne sera en aucun cas limité, et le maître d'ouvrage n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le fournisseur de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE 26 : CONSISTANCE DU MARCHÉ

Le présent marché consiste à :

- la fourniture des unités mobiles des soins d'urgence montées sur remorques à double essieux freiné conçues et aménagées pour embarquer le matériel médical et les fournitures d'urgence ci-après :

	Quantité
→ Dispositif d'éclairage composé d'un mât télescopique installé sur la remorque et deux projecteurs LED mobiles sur trépieds.	1
→ Groupe électrogène insonorisé à démarrage électrique	1
→ tente gonflable à usage Poste médicale avancée avec kit d'accessoires complet	1
→ réservoir d'eau en plastique alimentaire avec accessoires	1
→ évier installation autonome	1
→ Lit pliant type picot	10
→ Enrouleur professionnel	4
→ Défibrillateur automatisé externe (DAE)	3
→ Ventilateur médical d'urgence de transport	3
→ Sac d'oxygénothérapie	5
→ Aspirateur de mucosité manuel	10

→ brancard pliant	15
→ Matelas à dépression	5
→ Jeu de minerves	5
→ Civière de relevage	5
→ Plan dur	5
→ Immobilisateur de tête	5
→ Jeu d'attelles gonflables	10
→ Couvertures de survie	100
→ Housse mortuaire	30
→ Etiquette de triage START	500

2. Réalisation de la formation d'exploitation des fournitures et équipements livrées.
3. Fourniture de la documentation administrative et technique.

ARTICLE 27 : LIEUX DES LIVRAISONS

Les fournitures objet du présent marché seront livrées au niveau des aéroports ci-après :

1. CASABLANCA
2. MARRAKECH
3. AGADIR
4. TANGER
5. FES
6. RABAT/SALE
7. OUJDA

ARTICLE 28 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Le matériel et équipements proposés doivent répondre aux exigences techniques énumérées ci-dessous :

1. Caractéristique technique de la remorque :

La remorque porteuse de l'unité mobile des soins d'urgence doit être conçue et aménagée sur la base d'un plateau à double essieux freinés ayant les spécifications techniques minimales suivantes :

- Remorque plateau fixe roues dessous
- Timon galvanisé réglable AL-KO
- Freinage à inertie
- plancher antidérapant
- Structure mécanosoudé galvanisé à chaud
- Feux réglementaire encastrés et protégés
- PTAC (kg) : Minimum 3500
- Masse à vide mini (kg) : Minimum 730
- Dimensions utiles (cm) : Minimum 400 x 210

- Roues : Minimum 195/50R13C
- Résistance essieu(x) (kg) : minimum 2 x 1800
- Hauteur plancher / sol (cm) : ≥ 65
- Hauteur attelage / sol (cm) : 52 à 95
- Roue jockey : carré 70
- Barre d'arrêt de charge
- 8 poignées d'arrimage
- Treuil de hallage : Minimum 500 Kg
- Rampe mobile pour faciliter le chargement de la tente gonflable.

2. Aménagement de la carrosserie de la remorque :

Sur le plateau de la remorque, une carrosserie en profils d'aluminium est montée sur le plateau. Elle est conçue de manière à garantir un maximum d'espace de rangement **suffisant, adapté et sécurisé** pour le stockage des matériels et équipements listés dans l'article 27 du présent CPS.

La conception de la carrosserie doit être étanche et réalisée de façon à éviter tout risque d'incendie d'origine électrique ou thermique.

Ces dimensions et sa résistance doivent être dimensionnées pour permettre le transport dans des bonnes conditions d'usage et de sécurité de l'ensemble du matériel et équipements listés dans l'article 27 du présent CPS.

Les installations électriques doivent être protégées selon les normes de sécurité et l'échappement du groupe électrogène doit être aménagé de façon à éviter tout risque d'incendie, de brûlure ou d'intoxication des opérateurs.

L'habillage de la carrosserie doit être effectué comme suit :

- Par des panneaux en matière composite ECOFONT ou équivalent composé (De l'extérieur vers l'intérieur) comme suit :
 - Gelcoat RAL 1026
 - Polyester renforcé en fibres de verre
 - Mousse PET haute densité recyclable
 - Polyester renforcé en fibres de verre
 - Gelcoat blanc

Par au moins trois (03) rideaux en aluminium (un de chaque côté et un à l'arrière de la remorque). Les rideaux doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- Marque SRS ou équivalent
- Volet enroulable en aluminium assemblé avec des profils extrudés H30 ou H38 avec extrémité de fermeture avec clé.
- Paire de guides verticaux

- Tube d'enroulement pré-tensionné
- Accessoires de fixation

3. Installation électrique de la remorque :

L'installation électrique doit être composée des éléments ci-après :

- Un convertisseur/chargeur 3000 watts 12V/220V de marque VICTRON ou équivalent
- Deux batteries étanches sans entretien 12V-110 Ah au minimum
- Un coffret d'alimentation électrique 220V alternative à raccorder au groupe électrogène et au réseau BT le plus proche. (Y compris protections électriques, câble d'alimentation de 35 m minimum, prise et fiches correspondantes, enrouleur de câble, piquet de terre...).

L'installation électrique doit être conçue de façon à :

- Garantir le chargement des équipements embarqués (le cas échéant).
- Maintenir le fonctionnement pendant 20 minutes au minimum du mât d'éclairage, projecteurs d'éclairage et les équipements médicaux en cas de défaillance de la source d'alimentation normale (Groupe électrogène ou Secteur).

4. Couleur et marquage de la carrosserie :

- Couleur : RAL 1026
- Logo et inscription(*) : à définir ultérieurement par l'ONDA
- Marquage (*) :
 - Marquage réalisé sur les quatre côtés de la remorque avec des bande chevron Classe B 140 mm rétroréfléchissante
 - Couleur : alternée jaune – rouge
 - Auto-adhésive, constituée de microprismes.
 - Technologie microprismatique
 - Excellente visibilité jour et nuit performance réfléchissante longue distance.

(*) Le titulaire de marché doit mettre à la disposition de l'ONDA un plan de marquage et inscription pour approbation.

5. Caractéristiques techniques du groupe électrogène :

Le groupe électrogène doit avoir les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Groupe électrogène de puissance capoté et insonorisé
- Phase : 1
- Tension/Fréquence : 230v 50hz
- Puissance secours COP : 4.9 kW
- Système de refroidissement du moteur : Par Air

- Vitesse nominale en fonctionnement : 3000tr/min
- Carburant : Diesel
- Système de démarrage : Démarrage électrique
- Réservoir carburant : Minimum 20 Litres
- Avec option Sécurité d'huile, arrêt d'urgence
- Doté d'un tableau de contrôle avec contact à clé, voltmètre, fréquencemètre, compteur
- Horaire, 1 Prise CEE 230 v 32A, 1 Prise CEE 230V 16A, 1 Prise 230v 10/16A Schuko
- Protection par disjoncteur et protection différentiel 30 mA
- Prise pour commande à distance
- Niveau sonore garanti : 84 dB
- Niveau de pression sonore à 7 m : 56 dB

6. Caractéristiques techniques du dispositif d'éclairage :

Le dispositif d'éclairage doit être composé des éléments ci-après :

- a) Deux projecteurs mobiles sur trépieds ayant les spécifications techniques minimales suivantes :
 - Projecteur 100W LED Pro usage extérieur
 - Tension : 230V CA
 - Vitre : verre sécurité résistant au choc et aux rayures
 - Orientable et fixé sur un trépied 3 sections, avec une hauteur déployée supérieure à 2,50 m
 - Longueur du câble : minimum 2,5 m
 - Rendement lumineux : 8000 lumens +/- 5%
 - Classe : IP 65 (Résiste à l'eau et à la poussière)
 - Durée de vie : 50 000 heures.
- b) Une rampe d'éclairage fixé sur la remorque par un mât télescopique composé comme suit :
 - Rampe d'éclairage de quatre (04) projecteurs LED basse consommation ayant les caractéristiques minimales suivantes :
 - Consommation : minimum 150 watts
 - Indice de protection : IP 65 ((Résiste à l'eau et à la poussière)
 - Rendement lumineux : 12 000 lumens +/- 5%
 - Tension 230V, 50Hz.
 - Mât télescopique ayant les caractéristiques minimales suivantes :
 - Type : Pneumatique, en aluminium anodisé

- Hauteur rétractée : Inférieur à 1900 mm
- Hauteur déployée : supérieur à 4500 mm
- Avec système de sécurité et de fixation
- Compresseur d'air pressostat 24 V - 7 A débit : 50 L/min
- Télécommande filaire pour la montée et descente du mât.

7. Caractéristiques techniques de la tente gonflable à usage Poste médicale avancée :

→ Tente 100% gonflable pour une installation simple et rapide et un encombrement réduit

- Usage de poste médical avancé :
- Confectionnée avec des tissus enduits PVC classé M2 minimum 500gr/m²
- Haute résistance à la perforation 20 DaN Iso 3303,
- Ignifugés et résistants aux UV.
- Résistance à l'abrasion inf 2% (après 1000 cycles) ISO 5470-1
- Composée d'un entoilage unique et d'arcs gonflables rendant solidaires le toit, le tapis de sol et les murs.
- Tapis de sol : intégré à la toile de couverture et réalisé dans un tissu enduit PVC double face spécial antiglisser.
- Adhérence 10daN NF G 37107
- Superficie minimale : 50 m²
- Nombre d'arcs : Minimum 4
- Un gonfleur électrique 1000w 2000l/min, 250mbar 230v
- Gonflage et mise en place en moins de 10min par 4 personnes

→ Portes :

- Au centre de chaque pignon sont aménagées 2 ouvertures verticales, obturables par fermeture à glissière.
- Pour ouvrir une porte, il suffit d'enrouler les battants, puis de les fixer en hauteur.

→ Blocs fenêtres :

- Minimum 3 de chaque côté conçu comme suit :
- Une moustiquaire permanente
- Un volet translucide
- D'un volet d'occultation
- Des bandes agrippantes maintiennent les volets fermés. Pour les ouvrir, il suffit donc de les enrouler de bas en haut et de les maintenir par une sangle.

→ Manchettes passe-fils :

- Les manchettes passe-fils, d'un diamètre de 100 mm permettent le passage des câbles électriques.
 - Elles sont positionnées sur les pignons à 20 cm du sol et sont obturables aux extrémités par cordons.
- **Manchettes de ventilation :**
- D'un diamètre de 300 mm, elles permettent le passage d'une gaine de chauffage ou de climatisation.
 - Elles sont situées sur les murs à une hauteur de 1m50 du sol. Elles sont obturables aux extrémités par un cordon que l'on vient serrer.
- **Couleur et marquage :**
- Jaune avec marquage et logo suivant la demande de l'ONDA
- **Bavettes de fixation :**
- Le pourtour de la toile de couverture est équipé de bavettes munies d'œilletons afin de fixer la tente au sol.
- **Haubanage :**
- Des points d'accroche pour le haubanage sont fixés sur le toit de la tente au niveau des boudins.
- **Poignées de manutention :**
- Des poignées en sangle sont fixées à l'extérieur de la tente, au pied de chaque boudin, ce qui permet de déplacer la tente déjà montée.
- **Sac de transport :**
- Un sac en toile enduite PVC, équipé de poignées en sangle permet le stockage et un transport facile de la tente.
- **Caisse d'accessoires :**
- La tente est livrée avec une caisse d'accessoires comprenant :
 - Jeu de réglette LED 44 W à fixer sur le haut des arcs gonflable à l'aide d'une chaînette équipée de crochets S.
 - Des piquets
 - Une massette
 - Des haubans
 - Un gonfleur électrique
 - Un gonfleur à pied
 - Un kit de réparation (tube de colle, rustines, crochets en S)

8. Caractéristiques techniques des équipements et matériels à embarquer sur la remorque :

Articles	Spécifications techniques minimales
Réservoir d'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Cuves en polyéthylène de qualité alimentaire • Capacité : 500 Litres • Livrés avec accessoires (robinet, raccord, couvercles....)
Evier installation autonome	<ul style="list-style-type: none"> • Inox AISI 304L • 2 jerricans de 10 litres eau propre/ eau sale • 1 pompe commande au pied • 2 roulettes à l'arrière • Hauteur : \approx 1000 mm
Lit pliant type picot	<ul style="list-style-type: none"> • Toile en polyester • Structure très résistante en aluminium • Montage rapide • Poids : \geq 5.5 kg • Housse de transport • Dimensions : longueur 190 cm • Largeur \approx 70 cm • Hauteur \approx 40 cm
Enrouleur professionnel	<ul style="list-style-type: none"> • Enrouleur avec 4 prises à clapets, disjoncteur thermique et protection différentielle. • Protection différentielle de 30 mA. • 4 prises 2P+T 16A/230V à clapets. • Disjoncteur thermique. • Poignée ergonomique avec guide-câble. • Bouton tournant avec logostar pour faciliter l'enroulement du câble. • Puissance maxi : câble déroulé 3500 W • Indice de protection : IP44. • Conformité : Directive « Compatibilité électromagnétique » 2004/108/CE et Directive «Basse tension » 2006/95/CE
Défibrillateur automatisé externe (DAE)	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement : <ul style="list-style-type: none"> → Entièrement automatique adaptés aux adultes et enfants. • Énergie de Choc (J) : jusqu'à 300 J • Temps de charge pour un choc : <ul style="list-style-type: none"> → Moins de 10 secondes pour le premier choc à 200J. → Délai entre deux chocs (analyse + chargement) moins de 20 secondes. • Instructions vocales : <ul style="list-style-type: none"> → L'utilisateur est entièrement guidé par les instructions vocales. → Le DAE fournit des instructions au rythme de l'utilisateur.

	<p>→ Le volume ajustable.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse du rythme ECG : Oui • Alimentation : Batterie au lithium. • Autonomie : <ul style="list-style-type: none"> → minimum 200 chocs à 300 VE ou minimum 12 heures d'utilisation. → Indicateur de batterie faible visible et sonore. → Garantie/durée de vie de la batterie : Minimum 4 ans. • Voyants lumineux : <ul style="list-style-type: none"> → Marche/Arrêt, état de batterie, → état des électrodes, → état de l'appareil, • Résistance à la poussière et à l'eau : CEI60529 classe IP54 ou IP55. • Résistance mécanique : MIL-STD-810G • Électrodes : <ul style="list-style-type: none"> → Jetables, non polarisées, auto-adhésives. → Adaptés aux patients adultes et pédiatriques. → Longueur du câble : Environs 90 cm. • Durée de vie avec emballage intacte : minimum 2 ans. • Autotest : <ul style="list-style-type: none"> → Test journalier, → test mensuel, → à l'insertion de batterie,... → En cas de détection d'une anomalie dans un autotest, l'indicateur d'état s'allume et une alarme est émise. → Un test manuel peut être lancé par l'utilisateur. • Langues : Français et Anglais • Agrément : CE/FDA. • Garantie fabricant : 6 ans minimum • Accessoires à livrer : <ul style="list-style-type: none"> → Boitier ou sac de rangement → 05 paires d'électrode mixte ou (3 Adultes+2 Pédiatrique) → Manuel d'utilisation DAE (papier et électronique) <p>Guide d'intervention rapide pas à pas (papier et électronique)</p>
Ventilateur médical d'urgence de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Marque : <ul style="list-style-type: none"> → Drager OXYLOG 2000 PLUS ou équivalent • Modes de ventilation : <ul style="list-style-type: none"> → C-VC, VC-VAC, VC-VACI, Spn-VS-PEP • Options : <ul style="list-style-type: none"> → Aide Inspiratoire et ventilation Non Invasive

	<ul style="list-style-type: none"> • Concentration en oxygène : → 40 %* ou 100 % → (mélange air/O₂ ou 100 % O₂) • Volume courant : → 100 ml à 2 000 ml • Poids : → ≤ 5,5 Kg (batterie incluse) • Autonomie de la batterie : 4 à 5 heures de fonctionnement • Accessoires à livrer : • Sac de transport et tous les accessoires nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement
Sac d'oxygénothérapie	<p>Kit d'oxygénothérapie composé en minimum de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sac à dos oxygène bouteille 5 litres ayant les caractéristiques suivantes : → avec ouverture totale par fermeture à glissière, semi-rigide et rembourré. → Deux poches latérales (≈70 x 23 x 8cm) de grande capacité. → Partie centrale (≈ 70 x 23 x 23cm) avec fixations en velcro pour une bouteille d'oxygène de 5 litres <ul style="list-style-type: none"> • Une bouteille oxygène : 5 L – 200 bar • Un manodétendeur avec débit réglable de 0 à 15 L/min • Un insufflateur adulte double enveloppe avec masque adulte et enfant. • Un masque d'oxygénothérapie adulte haute concentration avec réservoir. • Deux canules de Guedel (T3 + T5) • Une couverture de survie isotherme
Aspirateur de mucosité manuel	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'absorption : minimum 450 mmHg • Capacité du conteneur disponible : 300 ml • Aspiration après 1 minute à 20 kPa de pression : ≥ 15 kPa • Aspiration après 6 suctions : ≥ 20 kPa • Aspiration (maximum) : ≥ 39.9 kPa • Diamètre extérieur de la tête de la pompe (port de succion) : 17 mm • Diamètre extérieur du cathéter de connexion : 17 mm, 9 mm, 4.67 mm et 4 mm • Réglage du mouvement : tourner à 50 % ou 100 %. • Hauteur du récipient et diamètre extérieur de la base : 130 mm et 70 mm • Température d'utilisation : - 20°C à + 50°C

	<ul style="list-style-type: none"> • Température de stockage : - 40°C à + 60°C
Brancard pliant	<ul style="list-style-type: none"> • Pieds, écarteurs et hampes en aluminium • Revêtement nylon enduit de PVC • Lavable à l'eau • Pliant en 4 en longueur et en largeur • Longueur ≈ 220 cm, profondeur ≈ 50 cm et largeur ≈ 15 cm
Matelas à dépression	<ul style="list-style-type: none"> • Matière Tissu : Polyester enduit de PVC • Matière Billes : Polystyrène ≈ 70 g/litre • Billes-en vrac • Ouverture/fermeture avec vanne ¼ de tour • Muni de un nombre de suffisant de poignées de transport. • Grandes échancrures au niveau des épaules pour le passage des sangles du brancard selon la norme NF EN 1789 (10G) • Tissu : Résiste aux températures entre -20°C à +70°C • Billes : Résiste aux températures entre -25°C à +80°C • Compatible IRM et scanner • Perméable aux rayons X. • Lavable • Charge maximale admissible 250 kg • Poids ≈ 8,5 kg • Dimensions (L x l) ≈ 210 x 110 cm • Anti rétraction selon NF EN 1865. • Livré avec sac de transport et un lot de sangle
Jeu de minerves	<ul style="list-style-type: none"> • Jeu de 3 colliers réglables. • s'adapte à tous les patients, livré pré-réglé dans la position normale-court. • orifice trachéal permet la vérification du pouls, • Déviation trachéale. • Verrouillage de la hauteur par un seul levier central. • Marqué CE et conforme aux normes de la directive 93/42/EEC.
Civière de relevage	<ul style="list-style-type: none"> • Matière : alliage d'aluminium et polyéthylène haute densité (HDPE). • Système de verrouillage de sécurité breveté Twin Safety Lock (TSL). • Ergonomique. • Hauteur réglable dans 4 positions différentes jusqu'à 2010 mm max. • Repliable, elle se compose de 2 parties séparables. • Dotée de broches pour la fermeture et l'ouverture rapides des sangles à mousqueton. • Composée de polymère translucide aux rayons X. • Facile à nettoyer.

	<ul style="list-style-type: none"> • Couleur : de préférence jaune. • Longueur maximale: jusqu'à 2010 mm • Largeur maximale : jusqu'à 430 mm • Encombrement repliée : 1200x430x80 mm • Poids : ≤ 8 kg • Capacité de charge : ≥ 220 kg
Plan dur	<ul style="list-style-type: none"> • Plan dur pour l'immobilisation parfaite et entière du corps du blessé. • Matière Polyéthylène haute densité. • Température d'utilisation : de -50°C à $+100^{\circ}\text{C}$. • Poids ≈ 7.5 kg • Dimensions (L x l x h) : $\approx 184 \times 45 \times 4,5$ cm. • Charge maximale admissible : 159 kg • Avec 8 broches. • Radiotransparent (compatible IRM et Scanner). • Lavable, imperméable (eau, Hydrocarbures). • Flottabilité : 30 kg.
Immobilisateur de tête	<ul style="list-style-type: none"> • Type : Universel, (adaptable sur tout plan dur ou brancards) • Conçu pour aider à l'immobilisation de la tête et du cou du patient. • Constitué comme suit : 1 base à fixer, 2 coussins de tête, sangle frontale et 1 sangle mentonnière • Coussins de tête avec orifices pour permettre à la victime d'entendre les intervenants. • Matière : mousse rigide, Recouvert de vinyle, • totalement imperméable et facile à nettoyer. • Fixation : boucles et velcros • Radio-transparent (compatible IRM et Scanner) • Longueur $\approx 39,5$ cm - Largeur $\approx 24,7$ cm - Hauteur $\approx 15,7$ cm • Poids : ≈ 800 gr
Jeu d'attelles gonflables	<ul style="list-style-type: none"> • Attelles à dépression permettent une immobilisation facile et rapide, y compris en cas de fracture avec déformation du membre ou déplacement. • En matière plastique souple et perméable aux rayons X, fermeture à glissière. • Le jeu est composé des attelles suivantes : <ul style="list-style-type: none"> → Attelle gonflable - Jambe → Attelle gonflable - Main → Attelle gonflable - Pied → Attelle gonflable - Bras • Conditionnement : sac en plastique
Couvertures de survie	<ul style="list-style-type: none"> • 1 face argentée et 1 face dorée. • Face dorée placée vers l'extérieur : protège du froid, de l'humidité et des intempéries.

	<ul style="list-style-type: none"> • Permet à la victime de conserver la chaleur de son corps. • Face argentée placée vers l'extérieur : isole et protège de la chaleur et de l'insolation. • Epaisseur : 12 µm. • Dimensions : 160 x 210 cm • Résistance à la température : environ 130° C. • L'absorption à la chaleur : environ 75%. • Réflexion du rayonnement infrarouge : environ 90%. • Conditionnement : L'unité sous sachet individuel
Housse mortuaire	<ul style="list-style-type: none"> • Matière : Polychlorure de vinyle (PVC) • Epaisseur : ≥ 150 microns • Fermeture à glissière double • Pochette d'identification en PVC transparente 10 x 15 cm. • Couleur : Blanche • Dimensions ≈ 80 x 220 cm • Conditionnement : L'unité • Charge maximale admissible : minimum 130 kg
Etiquette de triage START	<ul style="list-style-type: none"> • Etiquette de triage START (Simple triage and rapid treatment) suivant le modèle ci-dessous. • Impression sur papier cartonné imperméable et résistant aux intempéries • Les étiquettes seront numérotées séquentiellement • Chaque étiquette est munie d'un fil ou sangle pour être portée par une victime • Dimensions ≈ 20X10 cm

Modèle d'étiquette de triage (*Simple triage and rapid treatment*) :



ARTICLE 29 : DOCUMENTATION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE

Le titulaire du marché est tenu de fournir avec unité mobile des soins d'urgence la documentation administrative et technique ci-après :

- Les documentations administratives nécessaires à l'immatriculation des remorques.
- Les notices technique et manuel d'utilisation des fournitures et équipements livrés.
- Certificats d'épreuve des bouteilles d'oxygène médicale (Pays d'origine)
- Certificats de réépreuve des bouteilles d'oxygène médical délivré par un organisme national habilité.

ARTICLE 30 : HOMOLOGATION ET IMMATRICULATION DES REMORQUES :

Le titulaire du marché prend en charge tous les frais et les formalités relatives à la procédure d'homologation et d'immatriculation des remorques.

ARTICLE 31 : CONFECTION DES PLAQUES D'IMMATRICULATION

Après l'immatriculation des remorques le titulaire du marché est tenu de fournir les plaques d'immatriculation de chaque remorque conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 32 : FORMATION

Le titulaire du marché doit assurer la conduite d'une formation comportant des modules théoriques et pratiques d'une durée de deux jours traitant l'exploitation et l'entretien des équipements et fournitures livrés.

La formation sera dispensée au niveau des sept(7) aéroports concernés (Voir article « LIEUX DES LIVRAISONS » du présent CPS).


ARTICLE 33 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

Le prix N°1 rémunère à l'unité la fourniture d'une unité mobile des soins d'urgence équipés conformément aux dispositions stipulées dans l'article « CONSISTANCE DU MARCHE » du présent CPS.

Appel d'offres ouvert N° 258/19/AOO

Acquisition des unités mobiles des soins d'urgence

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<div data-bbox="199 616 486 716"> <p>Chef de Service Sécurité Mouhssine KHALFI</p> </div> <div data-bbox="159 772 510 918"> <p>Chef du Département Sûreté, Sécurité et Facilitations Anass LAHKIM</p> </div> <div data-bbox="534 638 798 952"> <p>Directeur du pôle Exploitation Aéroportuaire Hamid MOKADEM</p> </div>	<div data-bbox="877 593 1149 851"> <p>Chef du Département des Achats SAADI</p> </div>
Direction Générale	
<div data-bbox="414 1075 670 1198"> <p>10 7 NOV 2019</p> </div> <div data-bbox="654 1265 957 1377"> <p>Le Directeur Général Zouhair Mohammed EL GUEDD</p> </div> <div data-bbox="877 1176 1157 1444">  </div>	
Concurrent	
<p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	